

Réunification ou éclatement de la SNCF ?

Le gouvernement et la direction de la SNCF parlent de réunification de RFF et de la SNCF pour une plus grande efficacité de l'entreprise. Mais elle ne dit pas que cette réforme, plutôt que de créer une seule et même entreprise, éclate la SNCF en 3 entreprises, distinctes, cloisonnées et même parfois concurrentes. Le projet de loi acte la création de 3 entreprises en lieu et place de la SNCF. Quand des ministres parlent de « bon sens » de cette réforme, comment peuvent-ils faire croire aux français qu'un morcellement de la SNCF favoriserait une réunification. Quelle efficacité lorsque l'on passe de 2 à 3 entreprises ? Mais personne n'est dupe et ce n'est pas l'efficacité qui est recherchée. C'est en fait la même logique que les gouvernants ont utilisé pour EDF et La Poste. Diviser pour mieux privatiser. D'ailleurs, notre gouvernement ne cache plus son objectif et l'annonce même dans les médias : **préparer l'ouverture à la libre concurrence**. Mais pas un seul mot sur un véritable service public. Les usagers ont-ils bénéficié de l'éclatement de EDF et la libre concurrence en matière d'énergie ? Ont-ils vu les prix baisser ? Bien sûr que non et les grands gagnants sont... 2 ou 3 grands groupes privés. D'ailleurs étrangement toujours les mêmes.

La CGT, réclame une SNCF unique et intégrée recentrée sur le service aux usagers sans que des intérêts particuliers mercantiles puissent nuire à la sécurité ou aux services des usagers.

Un gouvernement qui tait la réalité :

La CGT a demandé officiellement un débat télévisé avec Monsieur Cuvillier représentant du gouvernement et ardent défenseur de cette réforme afin de démontrer aux français qu'une autre solution existe, une autre réforme, celle proposée par la CGT « la voie du service public ». Refus catégorique du gouvernement et de la direction de la SNCF. Il est évident que face à la réalité, les manœuvres pour opposer les français aux cheminots auraient été plus compliquées. Mais la vérité éclatera. Le gouvernement et les organisations syndicales qui ont signé un pacte de non agression avec celui-ci auront à répondre devant les cheminots et les français.

La CGT propose une autre réforme du ferroviaire, « La voie du service public »

Dette et service public ?

43 milliards d'euros liés en grande partie aux investissements d'infrastructure et d'aménagement ferroviaire du territoire (création de nouvelles lignes, construction des lignes à grande vitesse, de nouvelles gares..)

La réforme du ferroviaire voulue par Monsieur Pepy et le gouvernement ne donne pas de réponse à cette dette, elle ne l'aborde jamais directement. Mais ne nous trompons pas ce n'est pas un oubli. En fait cette réforme tente de faire supporter de manière insidieuse cette dette par les usagers dans un premier temps puis par les cheminots.

Par les usagers, en agissant directement sur la tarification mais aussi sur le service public, en deshumanisant les gares et en fermant les guichets et les points de ventes. Laissant les usagers devant des bornes informatiques inadaptées à leurs demandes. Les lignes les moins rentables sont évidemment menacées de fermeture car jugées trop chères à entretenir même si cela implique l'enclavement de certaines de nos villes. Quel véritable service public restera-t-il, lorsque les usagers n'auront pas accès aux guichets, lorsque nos lignes fermeront, lorsqu'il n'y aura plus personne dans les gares et dans les trains pour la sécurité et l'information des usagers. Voilà, comment cette réforme du ferroviaire envisage le service public. D'ailleurs pour Monsieur Pepy, il ne s'agit pas d'usagers mais de simples clients et uniquement des payeurs.

Par les cheminots, en modifiant complètement leurs conditions de travail afin d'augmenter la productivité. Cela aura sans aucun doute des répercussions sur la sécurité. La Grande Bretagne a joué les apprentis sorciers dans l'abaissement des conditions de travail, on ne peut que déplorer les conséquences catastrophiques en matière de sécurité (accidents ferroviaires à répétition).

La CGT propose une autre réforme, « la voie du service public » qui donne une réponse à la dette et préserve usagers, cheminots. Mais qui met le gouvernement devant ses responsabilités. Il est impensable de faire porter la dette de 43 milliards sur le seul dos des cheminots et des usagers. Les transporteurs privés de la route ne paient pas leurs voies de circulation, ils empruntent des voies publiques financées par les impôts des citoyens...

Le Statut des Cheminots

Cette réforme vise, également, à vider de sa substance ce statut. Dans les conditions de la réforme, le statut ne serait plus qu'une coquille vide. Les conditions de travail seraient abaissées au minimum du code du travail et tous les accords et garanties seraient revus à la baisse. D'ailleurs 1 embauche sur 3 à la SNCF n'est pas faite au statut. Monsieur Pepy, a pour objectif, inavoué, de détruire le statut des cheminots en recrutant hors statut. **La CGT refuse que les conditions de travail des cheminots se dégradent afin de satisfaire à une privatisation rampante souhaitée par la direction SNCF et le gouvernement.**

Les cheminots ne sont pas en grève uniquement pour leurs propres intérêts comme voudrait le faire croire le gouvernement et certains médias ! Mais aussi pour rendre un service public de qualité aux usagers et continuer à assurer leur sécurité.

Ils défendent le service public, en aucun cas ils ne sont responsables de la casse du transport ferroviaire qui a été menée par les gouvernements successifs! La CGT est force de proposition. Dans « la voie du service public » proposé par la CGT, les usagers et les cheminots sont au cœur de la SNCF, entreprise publique.

**Soutenons-les dans leur combat,
pour un transport de qualité
et en toute sécurité !**

Des exemples et pourtant des médias étrangement silencieux :

Les cheminots suédois entament leur deuxième semaine de grève ... contre l'opérateur français Veolia !

Face au désastre de la privatisation sauvage du rail en Grande-Bretagne, la Suède est montrée en modèle au sein de l'Union européenne d'une « libéralisation contrôlée ». La grève actuelle montre bien qu'on a affaire à un mythe, éclairant en ces temps de « réforme ferroviaire » en France. La mobilisation est partie de 250 travailleurs, allant des contrôleurs aux conducteurs de train : ce qu'ils reprochaient à Veolia, d'avoir résilié leur contrat à temps plein, avec droits garantis pour les réembaucher par la suite en contrat « zéro heure ».

Des contrats « zéro heure » qui, rappelons-le, permet à l'employeur de confier des tâches à la mission à un salarié, payé à la tâche ... et bien sûr non-payé entre-temps, soumis à la volonté despotique de son patron. La précarité ultime.

Le mouvement va entrer désormais dans sa deuxième semaine de grève, il devrait s'étendre : « Nos négociateurs n'ont pas avancé, donc nous devons étendre l'action et faire monter la mobilisation » a confié le dirigeant syndical Erik Sandberg au journal suédois The Local.

Le mouvement de grève, qui impliquait à l'origine 250 salariés, en touche à présent plus de 1 260.

Certes, le patronat, la presse locale essaient de monter les usagers contre les cheminots utilisant l'argument économique (« 2 millions de pertes par jour ») ... et celui éculé de l'écologie (la pollution causée par la hausse du trafic sur le port d'Øresund, si !).

Toutefois, cette campagne médiatique que nous connaissons si bien en France ne semble pas marcher en Suède. Car, bien que l'expérience soit courte, la dégradation du service est déjà sensible depuis l'ouverture à la concurrence.

Patronat et gouvernement martèlent du matin au soir que le travail est un coût à réduire !!! Pourtant, à chaque fois que des salariés font grève (et ne sont pas payés), à chaque fois l'entreprise dit qu'elle perd de l'argent !!! Preuve en est que les richesses sont bel et bien créées par le travail des salariés !

Cheminots, intermittents du spectacle, ou salariés de n'importe quel autre secteur d'activité, c'est à nous de nous unir et de nous battre pour améliorer nos conditions de vie et de travail. Nous ne devons pas nous opposer à celles et ceux qui luttent, mais au contraire nous unir et lutter ensemble pour être fort et gagner...